

Bulletin bibliographique 106 Mai 2018

Retraite

Niveau des retraites et niveaux de vie des retraités

L'Evolution de la retraite des fonctionnaires au fil des générations : entre effets de structure et effets réforme /BRIDENNE Isabelle/BUISSON Benoît/LEROY Ségolène.

In : CDC - Questions Retraite & Solidarité - Les cahiers, 7, avril 2018, 60 p.

Ce cahier s'intéresse à l'évolution par génération de la pension versée aux titulaires de la fonction publique. Les niveaux de pensions s'avèrent très différents selon les versants de la fonction publique, traduisant ainsi des différences en termes de catégorie hiérarchique et de durées de carrière validées au sein de la fonction publique. Comme attendu, il apparaît que la réforme 2003 a entraîné des baisses de montants de pension. Les 3/4 des agents perdent en moyenne 5% de leur pension suite à la réforme tandis qu'une minorité y gagne en moyenne 8%.

https://retraitesolidarite.caissedesdepots.fr/sites/default/files/QRS_LesCahiers_7.pdf

Niveau de la pension Ircantec versée aux contractuels de la fonction publique et évolution par génération /CHATAIGNER Nathalie/LEMONNIER Aurélie.

In : CDC - Questions Retraite & Solidarité - Les cahiers, 6, mars 2018, 56 p.

Ces cahiers s'intéressent à l'évolution par génération de la pension moyenne versée par l'Ircantec aux contractuels de la fonction publique. Dans un premier temps, l'analyse est faite sur l'ensemble des retraités, puis elle est restreinte au champ des cotisants permanents. L'analyse met en évidence les effets des réformes successives sur la hausse de 10,2% de la pension constatée entre la génération 1940 et la génération 1948. Néanmoins, la hausse de la pension moyenne a été ralentie par la réforme 2008 de l'Ircantec, qui vise, entre autres, à diminuer le rendement entre 2009 et 2017.

https://retraitesolidarite.caissedesdepots.fr/sites/default/files/QRS_LesCahiers_6.pdf

Retraite

Projections

Aligner les retraites public/privé : les économies, la méthode, le calendrier.

In : Société civile, 186, janvier 2018, 17 p.

Une grande réforme des retraites devra être finalisée avant l'été 2019. Pour parvenir à la plus grande simplification et lisibilité souhaitée, il sera nécessaire de rapprocher les systèmes de retraite public et privé. A cet effet, l'Ifrap, se fondant sur des données ministérielles et des carrières réelles, parvient au résultat suivant : l'application des règles du privé aux agents publics conduirait à une baisse de 21% de leur pension, sur les trois générations étudiées. Ce numéro contient donc les résultats, la méthode employée et les propositions de l'Ifrap pour la réforme des retraites.

http://www.ifrap.org/sites/default/files/publications/fichiers/etude_ifrap_aligner_les_retraites_public_privé.pdf

Retraite

Méthodologie

Les Effets attendus de la Liquidation unique entre les régimes alignés /GRAVE Nathanaël.

In : Cnav - Cadr'@ge, 36, mars 2018, 8 p.

La liquidation unique des régimes alignés (Lura) est en vigueur depuis le 01/07/2017. Elle représente une simplification pour les assurés ayant été affiliés à plusieurs régimes alignés. Cette étude précise

les caractéristiques de ce dispositif et présente les résultats d'une projection sur ses effets à moyen et long terme (nombre d'assurés concernés, incidence pour les régimes et impact sur le niveau des pensions).

<http://www.statistiques-recherches.cnnav.fr/images/publications/cadrage/Cadrage-36.pdf>

Les Fonctionnaires relevant de la catégorie active, une population en baisse /HENRY Michel/SOULAT Laurent.

In : CDC - Questions Retraite & Solidarité - Les études, 21, janvier 2018, 8 p.

Dans la fonction publique, les emplois présentant « un risque particulier ou des fatigues exceptionnelles » relèvent de la catégorie active. Les personnes concernées peuvent bénéficier d'un départ en retraite anticipé et selon les cas, de bonifications de durée. Cette étude montre que le poids des départs en retraite pour ce motif diminue progressivement dans les trois fonctions publiques. Ainsi, en 2016, 23% des retraités de la CNRACL sont partis au motif de la catégorie active contre 33%, en 2006.

https://retraitesolidarite.caissedesdepots.fr/sites/default/files/QRS21_jan18.pdf

Retraites, pour une réforme choc : pourquoi et comment unifier rapidement les trois douzaines de régimes existant en France ? /BICHOT Jacques.

In : Futuribles, 423, mars/avril 2018, 17 p.

Comment réformer les régimes existants ? L'auteur présente ses propositions. Un système par points, un changement général en une seule fois, des changements profonds de certains dispositifs, une règle de neutralité actuarielle reposant sur des réserves importantes, une possibilité de liquider partiellement ou temporairement sa pension, l'attribution d'un nombre de points forfaitaire pour enfants, tels sont les exemples des solutions offertes.

Contributivité, redistributions et solidarité : une mise à plat : réunion du Conseil du 22/03/2018, documents de travail.

Paris : COR, 2018, non paginé.

La première partie de ce dossier de séance rappelle les notions de contributivité, de redistribution et de solidarité. Les redistributions implicites via les règles d'acquisition des droits et de calcul des pensions dans le système actuel font l'objet de la deuxième partie du dossier et la troisième partie est consacrée aux effets des dispositifs de solidarité et aux moyens possibles de leur transposition dans un régime en points ou en comptes notionnels. Le Conseil complète son étude par un point sur la compensation démographique généralisée.

<http://www.cor-retraites.fr/article510.html>

Les Modes de calcul des droits et la transition d'un système à l'autre : réunion du Conseil du 14/02/2018, documents de travail.

Paris : COR, 2018, non paginé.

Cette séance s'inscrit dans la réflexion sur la mise en place d'un système universel de retraite par répartition. La première partie du dossier revient sur les trois méthodes de calcul des droits à retraite : les annuités, les points ou les comptes notionnels. La seconde partie présente des éléments de comparaison des techniques au regard des différents paramètres pour piloter un régime de retraite. La troisième partie se penche sur les différents modes de transition vers un nouveau régime ainsi que les questions techniques et juridiques qu'une telle transition pose.

<http://www.cor-retraites.fr/article508.html>

Quelle réforme du système de retraite ? Les grands enjeux.

Paris : Institut des politiques publiques (Les notes de l'IPP, 31), 2018, 8 p.

Cette note présente les principes fondamentaux d'un système en répartition bien conçu. Les auteurs mettent en évidence les avantages à revaloriser les droits à la retraite avec la croissance des salaires, et à poser des règles transparentes d'évolution des taux de liquidation en fonction des conditions démographiques du pays. Ils soulignent les points d'arbitrages à trancher par le débat démocratique : quel taux de cotisation global choisir ? Quelle convergence entre les taux de cotisation des différents régimes ? Quelle vitesse à la transition au nouveau système ? Comment améliorer les mécanismes de solidarité ? Ou encore quelle gouvernance mettre en place ?

Retraite Indicateurs de retraite

L'Âge moyen de départ à la retraite a augmenté de 1 an et 4 mois depuis 2010 /*COLLIN Christel*.

In : *Drees - Etudes et résultats*, 1052, février 2018, 2 p.

Fin 2016, l'âge moyen de départ à la retraite s'élève à 61 ans et 10 mois pour les personnes résidant en France. Il atteint 62 ans et 1 mois pour les femmes et 61 ans et 6 mois pour les hommes. Avant 2010, il avait légèrement diminué en raison notamment de l'instauration des départs anticipés pour carrière longue. La proportion de personnes déjà retraitées à 61 ans chute de près de 40 points, reculant de 73% à 34%. Le temps passé à la retraite est en moyenne de plus de 25 années.

<http://drees.solidarites-sante.gouv.fr/IMG/pdf/er1052.pdf>

L'Espérance de vie en retraite sans incapacité sévère des générations nées entre 1960 et 1990 : une projection à partir du modèle Destinie /*BLANPAIN Nathalie*.

In : *Insee - Documents de travail*, F1801, février 2018, 47 p.

En France, plus on est aisé, plus l'espérance de vie est élevée. Ainsi, sur la période 2012-2016, parmi les 5% les plus aisés, l'espérance de vie à la naissance des hommes est de 84,4 ans, contre 71,7 ans parmi les 5% les plus modestes, soit 13 ans d'écart. Chez les femmes, cet écart est plus faible : 8 ans séparent les plus aisées des plus modestes. Aux alentours d'un niveau de vie de 1 000 euros par mois, 100 euros supplémentaires sont associés à 0,9 an en plus d'espérance de vie chez les hommes et 0,7 an chez les femmes, tandis que l'écart n'est plus que de 0,3 an et 0,2 an aux alentours d'un niveau de vie de 2 000 euros par mois.

Retraite Analyses juridiques

Radioscopie des retraites en France /*D'YVOIRE Arnaud*.

In : *Futuribles*, 423, mars/avril 2018, 19 p.

Dans un contexte de réflexions sur une réforme globale du système de retraite français, en vue d'aboutir en 2019 à un système unique remplaçant les nombreux systèmes existants, l'auteur retrace, données chiffrées à l'appui, les créations et évolutions des régimes de retraite en France. Il analyse les réformes réalisées et s'interroge sur le modèle à adopter ou à adapter.

Retraite En Europe et dans le monde

Pensions at a glance 2017: OECD and G20 indicators (Panorama des pensions 2017 : indicateurs OCDE et du G20).

Paris : OCDE, 2017, 163 p.

Avec le reflux des pressions budgétaires les plus aigües, les réformes des systèmes de retraites ont été moins nombreuses et moins amples au cours des deux dernières années dans les pays de l'OCDE. Malgré les progrès accomplis, les défis liés au vieillissement de leur population restent prégnants. Les aspirations à plus de flexibilité dans la transition vers la retraite sont fortes. En France, la réforme des régimes complémentaires visant à assurer leur équilibre financier se traduit notamment par l'allongement de la durée de cotisation nécessaire pour bénéficier de la pension complète sans décote. Comment se situe la France par rapport aux autres pays de l'OCDE ? Cette nouvelle édition contient notamment deux chapitres inédits qui décryptent les réformes décidées entre septembre 2015 et septembre 2017 ainsi que les dispositifs de retraite flexible.

https://www.oecd-ilibrary.org/docserver/pension_glance-2017-en.pdf?expires=1525438178&id=id&accname=guest&checksum=8FD2A00879B6B97C06EC76C19AB2D2C5

Reply to an ad hoc request for comparative analysis - Implementation of Directive 98/49/EC on safeguarding the supplementary pension rights of employed and self-employed persons moving within the European Union (Réponse à une demande d'analyse comparative ad hoc - Mise en œuvre de la directive 98/49/CE relative à la sauvegarde des droits à pension complémentaire des travailleurs salariés et non-salariés qui se déplacent à l'intérieur de l'Union européenne) /CHRISTODOULOU-VAROTSI Iliana / FreSsco.

Bruxelles : Commission européenne, 2017, 148 p.

Ce rapport donne un aperçu de la mise en œuvre de la directive 98/49/CE relative à la sauvegarde des droits à pension complémentaire des travailleurs salariés et non-salariés qui se déplacent à l'intérieur de la Communauté. Il s'articule autour de cinq axes : des remarques introductives, un aperçu du cadre réglementaire de l'UE, les principaux constats, une analyse des problèmes et des recommandations finales. Les rapports nationaux figurent en annexe. Dans la section des principaux constats, les éléments suivants sont abordés :

- préservation des droits ;
- paiements transfrontaliers ;
- affiliation transfrontalière des travailleurs détachés ;
- informations fournies aux membres du régime ;
- adéquation de la couverture ;
- mesures adoptées pour protéger les personnes qui ne sont pas membres d'un syndicat dans le cas où la directive 98/49/CE a été mise en œuvre au moyen d'un accord collectif ;
- problèmes rencontrés par les membres du régime exerçant leur droit à la libre circulation.

<http://ec.europa.eu/social/BlobServlet?docId=18223&langId=en>

Protection sociale

Réforme de la protection sociale

Protection sociale : une mise à jour vitale.

Paris : Institut Montaigne, 2018, 124 p.

Dans ce rapport, l'Institut Montaigne souligne la situation de péril dans laquelle se trouve actuellement la protection sociale en France, malgré un investissement annuel se chiffrant à plus de 700 milliards d'euros. Dans ce contexte, la révolution numérique apporte de nouvelles solutions permettant de réussir une transition économique et numérique. L'institut formule ainsi une dizaine de propositions afin de permettre au système de protection sociale français « de réussir sa transition numérique et de se mettre réellement au service de ses usagers ». Ce rapport a ainsi pour objectif de fournir un cadre de réflexion autour de ce sujet en appliquant les valeurs de la protection sociale au numérique.

<http://www.institutmontaigne.org/ressources/pdfs/publications/protection-sociale-une-mise-a-jour-vitale-rapport.pdf>

Protection sociale

En Europe et dans le monde

Special Issue: The human right to social security (Numéro spécial : Le droit humain à la sécurité sociale) /ALFERS Laura/BEHRENDT Christina/DEVANDAS AGUILAR Catalina,...

In : AISS - Revue internationale de sécurité sociale, Spécial 70-4, octobre - décembre 2017, 133 p.

La Déclaration universelle des droits de l'homme adoptée en 1948 par les Nations Unies fait de la sécurité sociale un droit humain inaliénable. Les administrations de sécurité sociale ont un rôle décisif à jouer pour que l'engagement international consistant à instaurer une couverture universelle de la sécurité sociale devienne réalité. Cependant, aussi important que soit ce rôle, les efforts déployés pour que cet engagement se concrétise doivent respecter et prendre en compte les besoins individuels. Ce numéro spécial cherche à en faire la démonstration. Au sommaire :

- garantir l'inclusion et lutter contre la discrimination dans les programmes de protection sociale : le rôle des normes relatives aux droits humains ;
- protection sociale et personnes handicapées ;
- protection sociale des travailleurs informels : concilier l'approche productiviste et l'approche fondée sur les droits humains ;
- politiques fondées sur les droits humains en matière de services à la personne : l'expérience de l'Amérique latine ;
- la mise en œuvre d'une politique sociale transformative fondée sur les droits en Asie du Sud et du Sud-Est.

<http://onlinelibrary.wiley.com/doi/10.1111/issr.2017.70.issue-4/issuetoc>

World Social Protection Report 2017-19: Universal social protection to achieve the Sustainable Development Goals (Rapport mondial sur la protection sociale 2017-19 : protection sociale universelle pour atteindre les objectifs de développement durable) / OIT.

Genève : BIT, 2017, 431 p.

La protection sociale, ou la sécurité sociale, est un droit humain. Ce rapport phare de l'Organisation internationale du travail (OIT) fournit un aperçu global des tendances récentes dans les systèmes de protection sociale, y compris les socles de protection sociale. Sur la base de nouveaux indicateurs, il offre un large éventail de données mondiales, régionales et nationales sur la couverture de la protection sociale, les prestations et les dépenses publiques en matière de protection sociale.

http://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---dgreports/---dcomm/---publ/documents/publication/wcms_604882.pdf

Marché du travail

Evolution de la population active

Baromètre Apec Jeunes Diplômé.e.s - Edition 2018 : situation professionnelle des jeunes diplômés de la promotion 2016.

In : Apec - Les études de l'emploi cadre, 2018-10, avril 2018, 20 p.

En 2016, 83% des jeunes diplômés de niveau Bac +5 et plus sont en emploi un an après l'obtention de leur diplôme. Parmi eux, 62% ont un CDI. Par ailleurs, 59% des jeunes bénéficient du statut de cadre. Les jeunes diplômés de niveau Bac +3/4 ont un bon niveau d'insertion, cependant leurs conditions d'emploi sont sensiblement différentes. Ils sont 10% à bénéficier du statut cadres.

<https://presse.apec.fr/files/live/mounts/media/fichiers/BaroJD2018embargo.pdf>

Une photographie du marché du travail en 2017 : la baisse du chômage se confirme (-0,7 point par rapport à 2016) /VIDALENC Joëlle/BECK Simon.

In : Insee Première, 1694, avril 2018, 4 p.

En 2017, en France, 29,3 millions de personnes de 15 à 64 ans, soit 71,5% de cette tranche d'âge, sont actives au sens du Bureau international du travail. Parmi elles, 26,5 millions ont un emploi et près de neuf sur dix actifs sont salariés. Les emplois à durée indéterminée restent prédominants chez les salariés (84,6%). Ils sont minoritaires (44,9%) chez les 15-24 ans. Le sous-emploi, massivement féminin et affectant particulièrement les employés non qualifiés, concerne 6,1% des actifs occupés. 2,8 millions d'actifs sont au chômage en 2017.

<https://www.insee.fr/fr/statistiques/3535797>

Démographie

Aspects démographiques et économiques du vieillissement

Allongement de la vie - Quels défis ? Quelles politiques ? /GUILLEMARD Anne-Marie/MASCOVA Elena.

Paris : La Découverte, 2017, 413 p.

Quels sont les différents enjeux liés à l'allongement de la vie au XXI^{ème} siècle ? Comment repenser notre société face à ces bouleversements ? Cet ouvrage présente un panorama sur la question et apporte une réflexion sur les défis à relever (transition épidémiologique, refondation du pacte générationnel, prise en charge, liens entre le travail, la santé et la retraite...).

Démographie

Bilan démographique en France

L'Evolution démographique récente de la France : de forts contrastes départementaux /BARBIERI Magali/BRETON Didier/D'ALBIS Hippolyte,...

In : Population, 2017-4, 4^{ème} trimestre 2017, 69 p.

Cet article présente la conjoncture démographique de la France (nombre d'habitants, fécondité, origines, unions, espérance de vie, etc...). Il fait apparaître de fortes disparités départementales reflétant les inégalités sociales, économiques, géographiques et culturelles. Au 01/01/2017, la population de la France entière comptait près de 67 millions d'habitants. Au cours de l'année 2016, la

population a augmenté de 264 000 personnes (+ 4,0 %, soit 0,40%). L'accroissement de la population française se maintient, mais ralentit d'année en année.

https://www.ined.fr/fichier/s_rubrique/27372/popuf_2017.4.conjoncture_breton.etal.fr.pdf

Les Pacs à l'Ouest, les mariages à l'Est : une répartition des types d'unions différente selon les territoires /ROBERT-BOBEE Isabelle.

In : Insee Première, 1682, janvier 2018, 4 p.

En 2016, en France, 7% des personnes vivant en couple sont pacsées. Cette forme d'union est bien moins fréquente que le mariage, largement prédominant notamment à partir de 30 ans, et l'union libre. Le type d'union varie fortement avec l'âge des conjoints, leur niveau de diplôme, leur nombre d'enfants, le fait d'être immigré. Il varie aussi avec le département de résidence. Ainsi, le Pacs est plus présent dans les départements du Sud-Ouest et sur la façade atlantique.

<https://www.insee.fr/fr/statistiques/3305188>

Généralités

Tableaux de l'économie française (TEF) - Edition 2018.

Paris : Insee (Insee - Références), 2018, 274 p.

En 88 fiches traitant de cinq grands domaines (territoire/population, emploi/revenus, conditions de vie/société, économie/finances, système productif), cet ouvrage décrit la situation économique, démographique et sociale de la France. Chaque fiche propose des commentaires, des tableaux, des graphiques, des définitions et une liste de publications de référence sur le sujet donné. L'ouvrage fournit les informations les plus récentes sur la France ainsi que des données permettant de la situer par rapport à d'autres pays de l'Union européenne à 28 ou du reste du monde.

<https://www.insee.fr/fr/statistiques/3353488>